

POURQUOI NOTRE PAYS DOIT AVOIR UNE *MARINE NATIONALE* DE PREMIER PLAN !

L'ENVERS DES CARTES

« *On n'est pas obligé d'approuver ses dirigeants pour être patriote !* »

Edward Snowden

C'est l'été radieux, mais nous ne parlerons ni de canicule, ni de surpopulation des plages et des autoroutes. Par contre, nous en profitons – une fois n'est pas coutume – pour revenir sur les choix éditoriaux de prochetmoyen-orient.ch. Parfois, ces derniers donnent lieu à des commentaires étranges, sinon hallucinogènes ! A ce jour, les moyens statistiques les plus sérieux nous créditent de 200 000 visites mensuelles. Avec la reprise d'une dizaine de « sites amis », on peut considérer que nous doublons la mise, ce qui est disproportionné par rapport à la faiblesse de nos moyens ! Ce constat étant fait, notre volonté d'ajuster et d'approfondir une ligne éditoriale plus argumentée, diversifiée et mieux sourcée demeure au service de nos lectrices, lecteurs et visiteurs.

Nous avons délibérément choisi de livrer – chaque semaine – un contenu éditorial fini, sans prolongement interactif, ni discussion dans les réseaux dits « sociaux », succombant trop souvent au dualisme « j'aime/j'aime pas », estimant qu'il s'agit plutôt d'inventer d'autres supports d'échanges « dialectiques » que d'encourager une « opinion opinante » unilatérale. Cela dit, reprenant certains de nos papiers, les « sites amis » provoquent souvent commentaires et critiques auxquels – encore une fois – nous avons décidé de ne pas répondre, restant adeptes du « verum index sui » spinoziste : la vérité étant la marque d'elle-même ou, plus modestement, un contenu argumenté, sourcé et recoupé se défend lui-même !

Toujours est-il que certains professionnels du « commentaire » répètent souvent les mêmes paradoxes, sinon les mêmes contradictions, autant de malentendus qui doivent être éclaircis, sinon déconstruits. Le plus souvent lapidaires, ces réactions peuvent être rassemblées sous trois rubriques générales : 1) vous critiquez souvent vertement la politique étrangère de la France, sa diplomatie et ses orientations, mais vous affirmez dans le même temps des positions volontiers patriotiques, sinon « souverainistes » ; 2) vous êtes résolument hostiles à l'OTAN, voire à l'UE dans son actuelle configuration, alors que notre pays reste justement très attaché à ces deux entités ; 3) enfin, vous défendez régulièrement la nécessité d'une Marine nationale de premier plan et celle de deux porte-avions... aux frais du contribuable ! Reprenons les choses selon l'ordre des raisons, comme dirait René Descartes et ses héritiers.

MONADOLOGIE CONTRE MONDIALISATION

Le philosophe et mathématicien Gottfried Wilhelm Leibniz a écrit son œuvre majeure – la *Monadologie* – en 1714, en français. Le texte propose une vue d'ensemble du système philosophique de Leibniz tel qu'il le concevait à la fin de sa vie. Composé de 90 paragraphes, l'exposé de ses thèses fondamentales se divise en trois parties : de 1 à 36, les « monades » comme « éléments du monde » ; de 37 à 48, « Dieu » ou la cause du monde ; de 49 à 90, le monde créé, en lui-même et son unité.

Hérité de la vieille scolastique aristotélicienne, certes, le vocabulaire de la *Monadologie* est daté. Et il serait parfaitement absurde de se proclamer aujourd'hui « leibnizien », même kantien ou hégélien... la question étant – qu'après tant de bouleversements intellectuels, politiques, sociaux, esthétiques ou culturels qui nous en séparent – comment peut-il se faire que la pensée de Leibniz demeure présente dans des dimensions très diverses des sciences humaines contemporaines, dont la géopolitique et plus largement l'étude des relations internationales.

Bien qu'« inétendue » (paragraphe 3), la monade est spirituelle, reproduisant un schéma classique du rationalisme cartésien posant à la base de la réalité un principe immatériel. Paragraphe 4 : la monade ne peut périr, pas plus qu'elle ne peut naître d'un commencement absolu. Malgré sa simplicité, la monade est douée de qualités qui fondent son individualité (paragraphe 8). Le changement ne consiste donc pas en une influence réciproque des monades, mais dans un principe interne à chacune d'elle (paragraphe 10 et 11).

La simplicité de la monade ne signifie pas son invariance, mais l'inclusion en elle du principe de changement. C'est pourquoi on doit expliquer « une multitude dans l'unité ou dans le simple » : paragraphe 13. L'Histoire a toujours déjà commencé...

Leibniz parachève son système à l'issue de la *Guerre de Trente ans* qui a débouché sur la signature du Traité de Westphalie (24 octobre 1648) ; cette paix inaugurant naissance et reconnaissance des Etat-nations modernes. Dans ce contexte, le grand Condé lui-même aurait cherché à s'attirer les conseils de Leibniz, comme théoricien de cette nouvelle Europe en train de naître. A l'époque, les armées de Condé combattent les Habsbourg d'Espagne qui occupent les Provinces unies (des Pays-Bas), celles-ci finissant par obtenir leur indépendance. Dans le langage de l'époque « Dieu » signifie la « nature », c'est-à-dire le monde, voire la mondialisation des XVIème et XVIIème siècles, le concept leibnizien de monade recouvrant aussi les nouvelles unités politiques et géopolitiques en train de s'affirmer ! Monade : allégorie métaphysique de l'Etat-nation !

Quelques siècles après la signature du Traité de Westphalie, notre monde évolue de manière plutôt chaotique/diabolique, mais toute aussi englobante que destructrice : casse des Etat-nations, des services publics et des politiques de redistribution sociale. Malgré tout, dialectiquement et comme ultime ligne de front, la monade « Etat-nation » reprend des couleurs, tient sa position et sa vitalité d'unité, anticorps et cellule « obstacle » à une mondialisation mortifère. Rongé par l'argent et le court-termisme, le « Dieu » de la scolastique s'est échappé de la métaphysique jusqu'à devenir fou ! Ainsi, l'Histoire continue son travail de taupe, perforant les plus solides des vieilles nations et leurs fondations monadologiques. C'est bien là que se joue la partie !

La France est l'un des pays les plus étranges qui soit : elle n'est pas une nation compacte, mais un agrégat successif fait de Bretons, d'Alsaciens, d'Occitans, de Basques et d'Allobroges, élaboré depuis les grands défrichements forestiers du XIème siècle, à travers

des conquêtes militaires successives et des mariages territoriaux jusqu'à l'annexion de la Savoie et Nice ! Il faut relire, notamment, le grand Michelet et Fernand Braudel pour mesurer combien ce processus ne fut pas un long fleuve tranquille et comment cette histoire – au fil des monarchies, révolutions, empires, coups d'Etat et républiques – a conforté une centralisation nécessaire mais qui demeure notre malédiction.

Plus récemment Jean Moulin, le général de Gaulle et, dans une moindre mesure François Mitterrand, ont redonné toute sa dignité à cette monade éternelle qu'est la France. C'est du moins notre lecture (qui, heureusement, peut être discutée) de l'Histoire, de notre histoire. Par conséquent, et conformément à cet héritage, nous sommes parfaitement habilités à considérer qu'une défense argumentée de l'Etat-nation France peut/doit être l'une des voies du refus, sinon de résistance à celle-ci, de la mondialisation contemporaine.

Comme le dit si bien Edward Snowden qui ouvre cette chronique : « on n'est pas obligé d'approuver ses dirigeants pour être patriote ! » Dont acte !

UNE AUTRE EUROPE EST POSSIBLE !

Partant de la monadologie de Leibniz, du Traité de Westphalie et de l'héritage gaullo-mitterrandien, il va sans dire que la défense d'une France libre, indépendante et souveraine nécessite les moyens de défendre et de promouvoir cette position qui n'est pas négociable. Avec une mondialisation qui s'affirme de plus en plus par la maîtrise des mers et des océans, il s'agit bien d'être présent, partout où les intérêts de notre pays sont en jeu. Nous y reviendrons.

A l'issue de la Seconde guerre mondiale, la Charte de San-Francisco installe – sur les décombres de la vieille Société des nations – l'Organisation des nations unies (ONU) pour veiller à la stabilité internationale afin d'exorciser le spectre d'une nouvelle guerre mondiale alors que débute la confrontation Est-Ouest. Sous la tutelle des Etats-Unis, le *Plan Marshall* encadre une reconstruction politique et économique d'une Europe qui profitera d'abord aux investisseurs américains. Il comporte un volet culturel très ramifié, remarquablement décrit par Frances Stonor Saunders¹, destiné à vanter et promouvoir la supériorité idéologique du modèle américain sur celui de l'Union soviétique.

La création de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier)² – anticipation du Marché commun, de la Communauté européenne, puis de l'Union européenne (UE) -, est menée tambour battant par Jean Monnet, agent américain stipendié qui n'eut de cesse de combattre le général de Gaulle³. Et lorsque l'auteur de ces lignes interviewait Jacques Delors, président de la Commission européenne (1985 – 1995) au sujet de la création de l'Euro, des questions que suscitait la banque européenne, des conditions des harmonisations budgétaires, fiscales et sociales, ce dernier répondait tranquillement que « tout cela suivrait naturellement... »

Malheureusement, non seulement rien n'a suivi, mais les doctrines économiques libérales, néo-libérales et de la libre concurrence se sont progressivement imposées aux logiques institutionnelles et politiques de l'UE. En remerciements de ses « bons et loyaux » services, Manuel Barroso (président de la Commission de 2004 à 2014) sera accueilli à bras ouvert au conseil d'administration de la banque américaine Goldman Sachs. Quel aveu ! Son successeur Jean-Claude Juncker (2014 – 2019), qui comme Premier ministre du Luxembourg a couvert

d'étranges mouvements de capitaux trouvera, lui-aussi, certainement à occuper utilement sa retraite.

Durant les années Reagan, Madame Thatcher – alors Premier ministre britannique – avait clairement affirmé que « pour tuer définitivement l'Europe politique, il s'agit de favoriser son élargissement continu comme grand marché ouvert à la libre concurrence ». Le programme d'une UE destinée à casser les « monades nationales » a été parfaitement rempli, au-delà de toutes espérances. En fait, tout a vraiment commencé à se déglisser lorsque Pompidou, puis Giscard ont décidé de vendre notre dette nationale aux marchés financiers ouvrant une boîte de Pandore incontrôlable qui enrichirait les plus riches en appauvrissant les plus pauvres, principe granitique du libéralisme économique ou plutôt du capitalisme dont il est presque interdit de parler aujourd'hui...

Aujourd'hui justement, la perte d'indépendance financière est totale et l'on ne peut qu'être dubitatif lorsqu'on nous parle de défendre « nos valeurs européennes », alors que sont signés des accords de libre-échange avec le Canada, le Mercosur et la planète Mars, concoctés dans la plus grande opacité. Nos agriculteurs apprécient ! tandis qu'en France et dans d'autres pays européens, on ne peut plus acheter une casserole ou un tournevis qui ne soient pas « made in China ». Ne parlons pas du bradage de nos fleurons industriels (Alstom, Technip, Norbert Dentressangle, etc.) et de la mort programmée d'Airbus⁴. Bonjour les valeurs ! Comme le déplorait Kant : « la voûte étoilée au-dessus de moi, la loi morale en moi ». Le problème est que la morale unique et dominante d'aujourd'hui n'est plus que celle des marchés et des financiers !

Pour l'OTAN, l'histoire est encore plus désespérante, puisque depuis sa création, cette soi-disant organisation de défense Atlantique sert surtout de débouché aux produits du complexe militaro-industriel américain. Logiquement, l'OTAN aurait dû être démantelée au lendemain de la chute du Mur de Berlin, en même temps que le Pacte de Varsovie, afin de redéfinir avec nos amis russes un nouveau système de sécurité collective. Mais comme le dit si clairement aujourd'hui Donald Trump – *America first* ! non seulement il ne fallait pas tuer la poule aux œufs d'or, mais il fallait surtout continuer à arrimer les pays européens aux choix diplomatiques dictés par Washington, notamment contre l'Iran ! *Business as usual* !

Très conscient – et de manière ô combien prémonitoire – de ces évolutions, le général de Gaulle a fait sortir la France du Commandement intégré de l'OTAN le 7 mars 1966. Littéralement obsédé par un réalignement de la diplomatie française sur les orientations américano-israéliennes, Nicolas Sarkozy décide en 2008 de ramener notre pays dans cette structure pour disait-il alors « favoriser l'émergence d'un pilier européen de la défense ». Rigolade généralisée... on connaît le résultat, l'OTAN continuant à empêcher toute espèce de velléité de défense européenne autonome et ce n'est certainement pas la nouvelle présidente allemande de la Commission européenne – madame Ursula von der Leyen – qui y changera quoi que ce soit...

Sur ce point précisément, notre Hubert Védrine national nous a déçus dans son rapport sur l'OTAN, remis à François Hollande. Sa recommandation principale (qui peut se défendre) était d'arrêter de sortir et de rentrer du Commandement intégré, actant notre appartenance pleine et entière à cette organisation. Bon... mais on attendait de sa part des orientations plus précises pour favoriser l'émergence de cet introuvable « pilier européen de défense ». Devenu consultant pour de grands groupes, notre ancien ministre des Affaires étrangères est resté d'une prudence de Sioux : le client a toujours raison !

Lorsqu'Emmanuel Macron – en campagne pour les dernières élections européennes – a osé parler d'une « armée européenne » sans toutefois préciser ni les conditions de sa constitution, ni ses moyens, ni la moindre ébauche de calendrier, Madame Ursula s'est aussitôt écriée : « oui, oui mais dans le cadre de l'OTAN qui reste notre partenaire naturel... » Naturel ? On le sait pertinemment : chaque fois qu'on fait jouer la « nature » contre l'Histoire, les choses tournent mal. Membre du parti nazi et, lui-aussi très attaché à « l'être contre la raison », Martin Heidegger a écrit nombre de livres édifiants sur cette mortifère machinerie afin de refonder une « métaphysique » de « valeurs naturelles ». On connaît la suite...

Grand connaisseur de Martin Heidegger, de l'histoire de l'Allemagne et des deux guerres mondiales, Jean-Pierre Chevènement le répète depuis des décennies : nous sommes profondément Européens, mais notre tâche principale est de réformer en profondeur l'actuelle UE – machine bureaucratique au service du marché qui fonctionne contre les citoyens – pour refonder une entente politique à partir des Etat-nations, à partir des monades leibniziennes. En effet, n'en déplaise aux porteurs des « valeurs », une autre Europe est possible !

RECONQUERIR LA LIBERTE PAR LA MER

C'est l'une des autres grandes leçons toujours actuelles de la *Guerre de Trente ans* : chaque monade doit se défendre pour persévérer dans son existence. La nécessité d'une « défense nationale » – non inféodée à l'OTAN, aux américains ou aux Papous – est devenue encore plus urgente dans le contexte de la mondialisation actuelle qui génère réchauffement climatique, régression à l'état de « nature » et une morale étalonnée sur le roi-dollar !

Suite à l'effondrement national de mai 1940 et à l'appel à résister du général de Gaulle, c'est par la mer qu'a commencé à s'affirmer la France Libre, qu'elle a entrepris l'œuvre de reconquête. C'est d'abord l'épopée de l'*Ar-Zenith*, qui s'embarque de l'île de Sein pour l'Angleterre, plusieurs dizaines de jeunes Bretons répondant à l'appel du 18 juin. Deux mois après la tragédie de Mers el-Kébir, c'est encore par la mer, au large de Dakar que les Forces Françaises Libres et la marine britannique tentent un débarquement. En novembre 1941, le général de Gaulle dépêche l'amiral Muselier au Canada pour préparer une opération amphibie afin de libérer Saint-Pierre-et-Miquelon, resté aux mains du gouvernement de Vichy. Depuis Halifax en Nouvelle-Ecosse, l'amiral regroupe ses forces : le sous-marin *Surcouf* et les trois corvettes *Mimosa*, *Aconit* et *Alysse*. Malgré l'opposition des Etats-Unis et du Canada, le général de Gaulle – soutenu par Winston Churchill – donne l'ordre à Muselier de lancer l'opération. Le 23 décembre 1941, la flottille française appareille et aborde les îles le 24 à trois heures du matin. En une vingtaine de minutes et sans tirer un seul coup de feu, l'affaire est entendue. Le lendemain, une consultation populaire donne une majorité de 98,2% des suffrages exprimés en faveur de la France libre. Saint-Pierre-et-Miquelon est ainsi l'une des premières terres françaises ralliées à la France libre. Les Américains sont furieux...

Durant cette période tragique de notre histoire, les Forces navales françaises libres ont été le fer de lance d'opérations décisives pour la résurrection du pays : les coups portés aux sous-marins allemands *U-Boote*, les victoires contre l'*Afrika-Korps* de Rommel en Afrique, de même que les missions de ravitaillement de l'URSS par l'Arctique... Une histoire faite de grands succès militaires, de pertes amères et de courage, dont les héros se nomment Honoré d'Estienne d'Orves, Philippe Kieffer, les marins de l'île de Sein et bien d'autres. Les Marins libres sont les seuls Français à débarquer en Normandie le 6 juin 1944, avant de participer à la Libération de Paris puis à celle de l'Europe.

Le livre de Luc-Antoine Lenoir⁵ se referme par ces mots : « alors que la France prend actuellement conscience des ressources de son vaste espace maritime et de la nécessité d'y asseoir sa souveraineté, la Marine nationale tient une nouvelle occasion de montrer son savoir-faire unique, et d'écrire de nouvelles pages de grandeur sur tous les océans du globe. Elle l'a déjà bien compris. Aux Français d'en faire de même ».

En effet, nous y sommes et il est bien clair que forte de son deuxième espace maritime mondial et de son premier domaine sous-marin, la France est aujourd'hui en position de reconquérir de grandes parts d'indépendance et de souveraineté aliénées par la mondialisation contemporaine et son funeste cortège. Faut-il encore que notre pays coordonne sa stratégie navale à une vraie stratégie maritime définie par une « politique maritime » claire et ambitieuse.

La stratégie navale est fixée par le *Plan Mercator* à l'horizon 2030/2035. Cela dit, et malgré la dernière loi de programmation militaire, les questions de « masse critique » et du maillage de nos espaces maritimes et sous-marins se pose de manière récurrente. Malgré ses qualités opérationnelles sur un large éventail de missions qui fait de la Marine nationale l'une des premières du monde, il faut dire clairement aujourd'hui que l'on manque de bateaux et de marins. A cet égard, les discussions à venir sur le remplacement du *Charles-de-Gaulle* (arrivant en fin de mission en 2038) seront décisives : un porte-avions nucléaire ou deux... nucléaires ou conventionnels et avec quel système d'armement ?

Comme le dit Régis Debray, il est des économies qui coûtent chers ! La permanence à la mer de notre Groupe aéronaval (GAN) est devenue une incompressible nécessité. L'hypothèse d'une indisponibilité probable de notre porte-avions (pour entretien et révision) dans le contexte d'une crise internationale majeure affaiblit grandement sa pertinence stratégique. Pour cette raison, avec Régis Debray la rédaction de prochetmoyen-orient.ch proclame haut et fort : deux porte-avions, sinon rien !!!

Et que les bloggeurs déchaînés ne viennent pas nous faire pleurer quant aux incidences de deux porte-avions sur le sort du contribuable français ! Qu'ils s'intéressent davantage – par exemple – aux coûts faramineux de missions inutiles confiées à l'affairiste Bernard Kouchner⁶ et aux tribulations de nos inspecteurs des finances qui s'en mettent plein les poches en multipliant les allers et retours entre les grandes administrations et le privé. Ne parlons pas du coût faramineux de nos opérations militaires intérieures et extérieures (OPEX) surdimensionnées, souvent prolongées pour des raisons politiques très contestables. Gérer un budget, c'est faire des choix politiques !

Pour défendre sa place et ses intérêts dans une mondialisation de « la guerre de tous contre tous », notre pays doit pouvoir compter sur une Marine nationale de premier plan, disposant de plus de bateaux et de marins. Ce constat ne résulte pas d'un militarisme forcené mais de la réalité du monde actuel et à venir. Afin d'assurer l'indépendance et la liberté de leur pays, les patriotes de prochetmoyen-orient.ch ne veulent s'en remettre ni aux Etats-Unis, ni à la Chine, ni à la Russie ou à la Suisse. Fidèle à la mémoire de ceux de l'île de Sein jusqu'à nos commandos marine dernièrement tombés au champ d'honneur, les Français doivent assurer eux-mêmes leur défense et leur sécurité. Leur présence sur tous les océans et mers du globe leur en offre l'opportunité. En répondant à l'appel de cette voix profonde de la mer, si majestueusement décrite par Michelet, la France d'aujourd'hui est en mesure de délivrer à nouveau un message universel. Faisons-le !

Bel été, bonnes vacances et bonne lecture. Comme disait Tabarly, la mer ce n'est pas seulement ce qu'on a dans le dos lorsqu'on fait face à la plage...

Richard Labévière

8 juillet 2019